

In afwijking van het eerste lid, 1° is de bedoelde verhoging verschuldigd bij de eerste toekenning van een toeslag als het recht op die toeslag ontstaat tussen 1 juli en 31 december 2006.

Art. 4. De toeslagen verschuldigd op grond van artikel 44bis van dezelfde wetten, worden, bij de toekenning van de toeslag voor juli 2006, verhoogd met :

- 1° : 44,40 euro voor een kind van minder dan 12 jaar;
2° : 62,16 euro voor een kind van minstens 12 jaar.

Art. 5. De verhoging op grond van de artikelen 1 tot 3 en de toeslag waarop die verhoging een aanvulling is, worden afzonderlijk betaald.

De in de artikelen 3 en 4 bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan spilindex 103,14 (basis 1996 = 100) en evolueren zoals bepaald in artikel 76bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor lonarbeiders.

Art. 6. Artikel 8, § 2 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot uitvoering van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 juli 1997 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 april 1985 en 31 maart 1987, de wet van 22 december 1989 en het koninklijk besluit van 18 december 1996, wordt als volgt aangevuld :

« evenals op de verhogingen, tegen de bedragen en volgens de regels bepaald op grond van artikel 75, 1° van dezelfde wetten. »

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2006.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2006.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Sociale Zaken,
R. DEMOTTE

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, la majoration prévue par cette disposition est due lors du premier octroi du supplément, si le droit à ce supplément naît entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2006.

Art. 4. Les montants des suppléments dus en vertu de l'article 44bis des mêmes lois, sont majorés, lors de l'octroi du supplément relatif au mois de juillet 2006, d'un montant de :

- 1° : 44,40 euros pour un enfant de moins de 12 ans;
2° : 61,16 euros pour un enfant de 12 ans au moins.

Art. 5. Les majorations payées conformément aux dispositions des articles 1^{er} à 3, font l'objet d'un versement distinct de celui des suppléments qu'elles complètent.

Les montants visés aux articles 3 et 4 sont rattachés à l'indice-pivot 103,14 (base 1996 = 100) et évoluent conformément aux dispositions de l'article 76bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Art. 6. L'article 8, § 2, de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties, remplacé par l'arrêté royal du 27 juillet 1997 et modifié par les arrêtés royaux des 15 avril 1985 et 31 mars 1987, la loi du 22 décembre 1989 et l'arrêté royal du 18 décembre 1996, est complété comme suit :

« , ainsi qu'aux majorations, aux montants et suivant les règles fixés en vertu de l'article 75, 1°, des mêmes lois. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2006.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2006.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires sociales,
R. DEMOTTE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 2842

[2006/202399]

1^{er} JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensencées

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, notamment l'article 2, modifié par les lois des 21 décembre 1998 et 5 février 1999, et l'article 13;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1997 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensencées, modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1999;

Considérant le Règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil du 27 juillet 1994 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales, notamment l'article 14 qui concerne la dérogation à la protection communautaire des obtentions végétales, et sans préjudice des obligations d'information qui incombent aux destinataires de cette dérogation;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale en date du 16 janvier 2006, dont le rapport a été approuvé le 6 février 2006;

Vu l'avis n° 40.094/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 avril 2006, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;
Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° graines : les graines des espèces de plantes agricoles suivantes :

a) Plantes fourragères :

Cicer arietinum L. — Pois chiche;

Lupinus luteus L. — Lupin jaune;

Medicago sativa L. — Luzerne;

Pisum sativum L. (partim) — Pois fourrager;

Trifolium alexandrinum L. — Trèfle d'Alexandrie;

Trifolium resupinatum L. — Trèfle de Perse;

Vicia faba — Féverole;

Vicia sativa L. — Vesce commune.

b) Céréales :

Avena sativa — Avoine;

Hordeum vulgare L. — Orge;

Secale cereale L. — Seigle;

X *Triticosecale* Wittm. — Triticale;

Triticum aestivum L. emend. Fiori et Paol. — Blé;

Triticum durum Desf. — Blé dur;

Triticum spelta L. — Epeautre.

c) Plantes oléagineuses et à fibres :

Brassica napus L. (partim) — Colza;

Brassica rapa L. (partim) — Navette;

Linum usitatissimum - Lin oléagineux, à l'exclusion du lin textile;

2° trier à façon : effectuer pour le compte d'un producteur, le nettoyage, le triage et la désinfection éventuelle de graines provenant de la propre exploitation de ce producteur et destinées à être ensemencées dans celle-ci;

3° trieur à façon : la personne qui trie à façon;

4° triage à façon : l'action de trier à façon;

5° lot : toute quantité de graines d'une même espèce et d'une même variété présentée en vue du triage à façon à un moment donné par un producteur;

6° producteur : l'exploitant agricole, personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une exploitation agricole;

7° exploitation : l'ensemble des unités de production gérées de façon autonome par un seul et même producteur;

8° unité de production : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires au producteur en vue de l'exercice d'une activité agricole;

9° numéro de producteur : numéro attribué dans le cadre de l'obligation d'un système unique d'identification de chaque producteur par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003;

10° service : la Direction de la Qualité des Produits de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

11° DGA : la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

12° Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Obligations du producteur

Art 2. § 1^{er}. Tout producteur qui fait trier à façon ne peut le faire que par un trieur à façon agréé.

§ 2. Pour pouvoir faire trier à façon un ou plusieurs lots de graines issues de sa récolte, le producteur doit disposer sur son exploitation de procédures permettant d'enregistrer pour chaque lot les données suivantes :

1° l'espèce concernée;

2° la variété;

3° la facture d'achat des semences certifiées ayant servi à la production des graines destinées au triage;

4° la quantité brute estimée présentée en vue du triage à façon;

5° la date de livraison; en cas de triage à façon sur l'exploitation, il s'agit de la date du triage;

6° le nom du trieur à façon chargé du triage.

§ 3. Chaque lot présenté par le producteur pour le triage à façon doit être accompagné d'un document d'accompagnement dont le modèle est fixé par le Service, portant un numéro pré-imprimé unique attribué par le Service. Les documents d'accompagnement sont rendus disponibles par le Service auprès des trieurs à façon agréés.

Le premier volet du document d'accompagnement est complété par le producteur et comprend au moins les données suivantes : l'espèce, la variété concernée, le poids estimé de graines livrées, dont le poids estimé de graines destinées au triage à façon, la date de livraison visée au § 2, 5°, le nom et la signature du producteur.

Le document d'accompagnement ainsi complété est remis au trieur à façon lors de la livraison en cas de triage chez le trieur, ou lors de la présentation des lots bruts en cas de triage à façon sur l'exploitation. Le producteur conserve une copie du document, visé pour réception par le trieur à façon.

§ 4. La quantité de graines triées à façon doit être en proportion de la superficie mise en culture de la variété concernée sur la propre exploitation du producteur.

§ 5. Après reprise des graines triées, le producteur conserve pendant une période de trois ans la copie du document d'accompagnement du lot complété selon les dispositions de l'article 4, 8°.

CHAPITRE III. — Obligations du trieur à façon

Art. 3. Nul ne peut trier à façon des graines sans être agréé à cet effet par le Ministre ou par le fonctionnaire qui dirige le Service, dénommé ci-après "le délégué".

La mise à disposition d'une installation de triage mobile pour le triage de graines en-dehors des installations du trieur à façon est soumise aux dispositions du présent arrêté, quelles que soient les circonstances de mise à disposition de cette installation.

Art. 4. Pour être agréé et pour le rester, le trieur à façon doit respecter les dispositions suivantes :

1° il dispose d'une installation appropriée formant un ensemble cohérent et comprenant au moins :

- a) un appareil efficace de nettoyage et de triage;
- b) un appareil de pesage;
- c) un appareil de désinfection dans le cas où un traitement chimique des graines est envisagé;
- d) un local ou une armoire réservé exclusivement à la bonne conservation des échantillons;

2° le trieur à façon dispose d'un lieu permettant d'entreposer les lots en attente de triage de manière séparée et bien identifiée. Chaque lieu d'entreposage est indiqué sans équivoque par le trieur sur le formulaire de description de l'installation visé à l'article 5, § 1^{er};

3° le trieur à façon dispose d'une infrastructure assurant la bonne conservation des graines;

4° une même installation ne peut être utilisée à la fois pour l'agrément comme trieur à façon et pour l'agrément comme négociant-préparateur de semences des espèces visées à l'article 1^{er}, accordé conformément aux dispositions légales en vigueur pour le contrôle et la certification des semences des espèces agricoles. Une dérogation à cette règle peut être accordée par le Ministre ou son délégué sans préjudice des dispositions légales en vigueur pour le contrôle et la certification des semences, et pour autant que soient garanties la traçabilité des graines de triage et des semences certifiées, et l'absence de mélanges;

5° le trieur à façon s'acquitte de toute rétribution imposée dans le cadre de l'agrément;

6° tout lot est entreposé séparément et de façon bien identifiée sur le(s) lieu(x) d'entreposage visé(s) au point 2°. Si l'entièreté du lot livré n'est pas destiné au triage à façon, le trieur individualise la partie destinée au triage immédiatement après réception. Dans l'attente du triage à façon et de manière à exclure toute confusion, un écriteau apparent portant de façon bien lisible au minimum le numéro du lot et le nom du producteur est placé par le trieur à façon auprès de chaque lot.

Dans le cas où le lot est entreposé dans un emballage, l'écriteau est remplacé par une étiquette apposée sur cet emballage et reprenant les mêmes mentions;

7° dès l'entrée des graines chez le trieur, ou juste avant le triage en cas de triage à façon sur l'exploitation, le trieur vise pour réception le document d'accompagnement visé à l'article 2, § 3, et en complète les informations suivantes sur le deuxième volet du document :

- a) son nom;
- b) le poids du lot présenté en vue du triage à façon.

Immédiatement après triage des graines triées à façon, le trieur complète les informations suivantes sur le deuxième volet du document :

- a) la date de triage;
- b) le poids des graines triées à façon;
- c) le cas échéant l'exécution d'un traitement chimique;

8° au moment de la reprise des graines triées à façon, le producteur ou son représentant complète le troisième volet du document d'accompagnement visé à l'article 2, § 3, en mentionnant la date de reprise des graines et appose sa signature. Une copie du document est remise au producteur ou à son représentant;

9° le trieur à façon tient à jour un registre des graines présentées, conditionnées et restituées. Ce registre est constitué par le classement des originaux des documents d'accompagnement, complétés partiellement ou totalement selon la situation en cours de chacun des lots concernés. Le registre est conservé par le trieur à façon pendant une période de trois ans à partir de la date de restitution des graines triées;

10° sur chaque lot de graines triées à façon, le trieur à façon prélève trois échantillons d'au moins 500 grammes. Le producteur ou son représentant peuvent assister au prélèvement.

Chaque échantillon est scellé par une étiquette autocollante signée par le trieur à façon et contresignée par le producteur ou son représentant.

Cette étiquette reprend le nom et l'adresse du siège d'exploitation du trieur à façon, le numéro du lot, le nom du producteur, le nom de l'espèce et de la variété déclarée par le producteur.

Deux échantillons, dont un est tenu à la disposition du Service, sont conservés chez le trieur à façon. Tout échantillon emporté par l'agent du Service fait l'objet d'un accusé de réception remis au trieur. Le troisième échantillon est remis au producteur ou à son représentant lors de la restitution des graines triées. Les échantillons destinés au Service et au trieur à façon sont conservés dans le local ou l'armoire visé au point 1°, d), pendant une période d'un an après la clôture du registre visé au point 9° contenant les données relatives au lot dont ils sont issus;

11° les lots sont conditionnés immédiatement après la sortie de l'appareil de nettoyage ou éventuellement de l'appareil de désinfection, sauf s'ils sont directement chargés dans le véhicule servant à transporter le lot chez le producteur concerné. Il est interdit de laisser des lots non conditionnés au sol après triage.

Tout lot trié doit être identifié à l'aide d'une étiquette sur laquelle figurent :

- a) le nom et l'adresse du siège d'exploitation du trieur à façon;
- b) la mention "Lot n° ... (numéro d'ordre du lot) trié à façon pour le compte de ... (nom et adresse du producteur)".

Dans le cas des lots triés immédiatement emportés sans conditionnement, l'étiquette est apposée sur le véhicule servant à transporter le lot chez le producteur concerné;

12° il est interdit de faire figurer toute mention, signe ou abréviation se rapportant à une dénomination variétale sur l'étiquette visée au point 11°;

13° le trieur à façon donne accès aux lieux de triage au producteur ou à son représentant pendant le triage à façon des graines que celui-ci a présentées;

14° il est interdit de mélanger ou d'échanger des graines de différents lots, ou d'ajouter des graines à un lot, lors de la présentation en vue du triage à façon, durant l'entreposage dans l'installation du trieur, le triage, le nettoyage, la désinfection, l'emballage ou le transport;

15° chaque année avant le 15 mai, le trieur à façon adresse une déclaration écrite au Service, reprenant pour l'exercice clôturé par espèce, par variété et par producteur :

- a) les nom, adresse et numéro de producteur;
- b) le nombre de lots triés à façon;
- c) la quantité totale de graines présentées en vue du triage à façon;
- d) la quantité totale de graines restituées après triage à façon.

Art. 5. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par écrit auprès du Service. Le Service établit un modèle de demande d'agrément comprenant notamment un formulaire de description de l'installation.

L'agrément est accordé par le Ministre ou son délégué à l'exploitant responsable de l'entreprise dans un délai n'excédant pas 30 jours après réception de la demande, pour une installation déterminée et pour une durée maximale d'un an commençant le 1^{er} juillet et se terminant le 30 juin suivant. L'agrément est personnel et incessible. Le Service attribue un numéro d'agrément à chaque installation agréée. Toute installation faisant l'objet d'un agrément ne peut être mise à disposition de tiers.

Moyennant respect des dispositions du présent arrêté, et sans préjudice des dispositions du § 3, l'agrément peut être prolongé un nombre indéterminé de fois par période maximale d'un an. La demande de prolongation doit être introduite par écrit auprès du Service au moins un mois avant l'échéance.

§ 2. La liste des trieurs à façon agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge* et sur le site Internet de la DGA.

§ 3. Sans préjudice de poursuites pénales éventuelles, en cas de non-respect des conditions d'agrément visées à l'article 4 constaté par le Service dans un procès-verbal après audition de l'intéressé, le Ministre ou son délégué suspend l'agrément pour une durée qu'il fixe en fonction de la gravité des manquements constatés. Il communique au trieur à façon sa décision de suspension de l'agrément par lettre recommandée à la poste en précisant la durée de la suspension et, le cas échéant, la manière d'y mettre fin anticipativement.

Lorsque son agrément est suspendu, l'intéressé peut introduire, par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant preuve de l'envoi, un recours auprès du Ministre dans un délai n'excédant pas 15 jours ouvrables après réception de la lettre de suspension, en mentionnant ses objections. L'introduction d'un recours ne suspend pas la décision de suspension de l'agrément.

Le Ministre, le cas échéant après avoir entendu l'intéressé, dispose de quinze jours ouvrables après réception de la lettre de recours pour lui notifier par écrit sa décision définitive.

La décision de suspension ainsi que l'éventuelle décision de mettre fin anticipativement à la suspension sont publiées au *Moniteur belge* et sur le site Internet de la DGA.

Pendant la période de suspension de l'agrément, celui-ci ne peut plus faire l'objet d'une prolongation.

CHAPITRE IV. — *Contrôle*

Art. 6. Le Service est chargé du contrôle du respect des dispositions du présent arrêté. Il peut à cet effet faire usage des données et informations enregistrées par la DGA en exécution des dispositions réglementaires relatives à l'identification et à l'enregistrement des producteurs (données Sigec).

Les registres et documents visés aux articles 2 et 4 doivent être présentés aux agents du Service chargés du contrôle à toute demande.

Le Service peut procéder au contrôle de l'identité des graines destinées ou présentées au triage à façon, des graines stockées chez le producteur, triées, emballées, transportées, ainsi que des graines utilisées au semis.

Sans préjudice de poursuites pénales éventuelles, en cas de manquement constaté chez un producteur ou chez un trieur à façon, le fonctionnaire dirigeant le Service notifie par écrit à l'intéressé une demande d'action corrective indiquant les mesures à prendre et le délai pour se mettre en ordre. En cas de non-respect de cette demande d'action corrective, ou en cas de récidive, le Service portera à charge du producteur ou du trieur à façon en défaut, le coût des contrôles supplémentaires consécutifs au constat du non-respect de la demande d'action corrective, sur la base d'un tarif forfaitaire de 25,00 EUR par demi-heure entamée de contrôle sur place.

Art. 7. Les infractions au présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément à la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage.

Le délai de la saisie provisoire prévu par l'article 13 de ladite loi est fixé à trente jours.

Sont d'application les dispositions de l'arrêté royal du 7 mai 2001 relatif aux amendes administratives, visées par l'article 10 de ladite loi. Pour l'application de cet arrêté, le fonctionnaire compétent désigné est le directeur général de la DGA, et s'il est empêché, le fonctionnaire qui le remplace.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 8. L'arrêté royal du 12 juin 1997 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensemencées, modifié par l'arrêté royal du 9 juillet 1999, est abrogé.

Art. 9. Les agréments délivrés en application de l'arrêté royal du 12 juin 1997 relatif au triage à façon de graines de certaines espèces agricoles destinées à être ensemencées restent valables jusqu'à leur expiration, moyennant respect des dispositions du présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juin 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2842

[2006/202399]

**1. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung
bezüglich der Aufbereitung von bestimmtem landwirtschaftlichen Saatgut, das für die Einsaat bestimmt ist**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht, insbesondere des Artikels 2, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1998 und vom 5. Februar 1999 und des Artikels 13;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Juni 1997 bezüglich der Aufbereitung von bestimmtem landwirtschaftlichen Saatgut, das für die Einsaat bestimmt ist, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 9. Juli 1999;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 2100/94 des Rates vom 27. Juli 1994 über den gemeinschaftlichen Sortenschutz, insbesondere des Artikels 14, der sich auf Abweichung vom gemeinschaftlichen Sortenschutz bezieht, und unbeschadet der Informationspflicht, die den Empfängern dieser Abweichung zukommt;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 16. April 2006, deren Bericht am 6. Februar 2006 genehmigt worden ist;

Aufgrund des am 5. April 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, ersetzt durch das Gesetz vom 2. April 2003, abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 40.094/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen***Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Saatgut: Das Saatgut der folgenden landwirtschaftlichen Pflanzen:

a) Futterpflanzen:

Cicer arietinum L. — Kichererbse;*Lupinus luteus* L. — Gelbe Lupine;*Medicago sativa* L. — Blaue Luzerne;*Pisum sativum* L. (partim) — Futtererbse;*Trifolium alexandrinum* L. — Alexandriner Klee;*Trifolium resupinatum* L. — Persischer Klee;*Vicia faba* — Ackerbohne;*Vicia sativa* L. — Saatwicke;

b) Getreide:

Avena sativa - Hafer;*Hordeum vulgare* L. — Gerste;*Secale cereale* L. — Roggen;*X Triticosecale* Wittm. — Triticale;*Triticum aestivum* L. *emend. Fiori et Paol.* — Weizen;*Triticum durum* Desf. — Hartweizen;*Triticum spelta* L. — Spelz;

c) Öl- und Faserpflanzen:

Brassica napus L. (partim) - Raps;*Brassica rapa* L. (partim) - Rübsen;*Linum usitatissimum* — Leinsamen mit Ausnahme von Flachs;

2° Aufbereiten: Auf Rechnung eines Erzeugers das Reinigen, das Sortieren und gegebenenfalls das Desinfizieren des aus der eigenen Produktion dieses Erzeugers stammenden Saatguts, das für die Einsaat in diesem Betrieb bestimmt ist, durchführen;

3° Aufbereiter: die Person, die das Aufbereiten durchführt;

4° Aufbereiten: die Aktion des Aufbereitens;

5° Partie: jede Menge von Saatgut ein und derselben Art und ein und derselben Sorte, die von dem Erzeuger dazu bestimmt wird, zu einem bestimmten Zeitpunkt aufbereitet zu werden;

6° Erzeuger: der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen landwirtschaftlichen Betrieb verwaltet;

7° Betrieb: alle Produktionseinheiten, die von ein und demselben Erzeuger autonom verwaltet werden;

8° Produktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Erzeuger für die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit benötigt;

9° Erzeugernummer: die im Rahmen der durch die Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 vorgesehenen Pflicht eines einheitlichen Systems zur Erfassung jedes Betriebsinhabers zugeteilte Nummer;

10° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Erzeugnisse der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

11° DGA: die Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

12° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

KAPITEL II — *Pflichten des Erzeugers*

Art. 2 - § 1 - Ein Erzeuger, der aufbereiten lässt, darf dieses Aufbereiten nur durch einen anerkannten Aufbereiter durchführen lassen.

§ 2 - Um eine oder mehrere Partien Saatgut aus seiner Produktion aufbereiten zu lassen, muss der Erzeuger auf seinem Betrieb über Verfahrenstechniken verfügen, die ermöglichen, für jede Partie die folgenden Angaben zu registrieren:

- 1° die betreffende Art;
- 2° die Sorte;
- 3° die Ankaufsrechnung des zertifizierten Saatguts, das für die Erzeugung des für die Aufbereitung bestimmten Saatguts gedient hat;
- 4° die geschätzte Bruttomenge, die dazu bestimmt ist, aufbereitet zu werden;
- 5° das Lieferdatum: im Falle einer Aufbereitung im Betrieb handelt es sich um das Datum des Aufbereitens;
- 6° der Name des mit dem Aufbereiten beauftragten Aufbereiters.

§ 3 - Jeder Partie, die der Erzeuger dazu bestimmt, aufbereitet zu werden, muss ein nach dem Muster der Dienststelle ausgestelltes Begleitpapier beigelegt werden, das eine durch diese Dienststelle vergebene vorgedruckte einmalige Nummer trägt. Die Begleitpapiere werden den zugelassenen Aufbereitern von der Dienststelle zur Verfügung gestellt.

Der erste Abschnitt des Begleitpapiers wird durch den Erzeuger ausgefüllt. Er umfasst wenigstens folgende Angaben: die Art, die betreffende Sorte, das geschätzte Gewicht des gelieferten Saatguts sowie das geschätzte Gewicht des für das Aufbereiten bestimmte Saatgut, das in § 2 5° erwähnte Lieferdatum sowie den Namen und die Unterschrift des Erzeugers.

Das so ausgefüllte Begleitpapier wird dem Aufbereiter bei der Lieferung (bei einem Aufbereiten bei dem Aufbereiter) oder bei der Übergabe der Bruttopartien (bei einem Aufbereiten auf dem Betrieb) ausgehändigt. Der Erzeuger behält eine Kopie des Dokumentes, dessen Empfang der Aufbereiter durch einen Sichtvermerk bestätigt.

§ 4 - Die Menge des aufbereiteten Saatguts muss im Verhältnis zu der Anbaufläche der betreffenden Sorte auf dem Betrieb des Erzeugers stehen.

§ 5 - Nach der Übernahme des aufbereiteten Saatguts bewahrt der Erzeuger während drei Jahren die Kopie des Begleitpapiers der Partie auf, das gemäß Artikel 4 8° ausgefüllt wurde.

KAPITEL III — *Pflichten des Aufbereiters*

Art. 3 - Niemand darf Saatgut aufbereiten, ohne zu diesem Zweck durch den Minister oder den Beamten, der die Dienststelle leitet und der nachstehend "der Stellvertreter" genannt ist, zugelassen worden zu sein.

Die Zurverfügungstellung einer mobilen Aufbereitungsanlage für das Aufbereiten des Saatguts außerhalb der Anlagen des Aufbereiters unterliegt den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses ungeachtet der Umstände der Zurverfügungstellung dieser Anlage.

Art. 4 - Um zugelassen zu werden und dies auch zu bleiben muss der Aufbereiter die folgenden Bestimmungen beachten:

1° er verfügt über eine angepasste Anlage, die ein zusammenhängendes Ganzes bildet und mindestens folgendes umfasst:

- a) ein wirksames Gerät für das Reinigen und Aufbereiten;
- b) eine Wiegevorrichtung;
- c) ein wirkungsvolles Desinfiziergerät falls eine chemische Behandlung des Saatguts geplant ist;
- d) ein Raum oder ein Schrank, der ausschließlich zur guten Aufbewahrung der Proben;

2° der Aufbereiter verfügt über einen Ort, an dem er die aufzubereitenden Partien getrennt und gekennzeichnet lagern kann. Der Aufbereiter vermerkt jeden Lagerort unmissverständlich auf dem in Artikel 5 § 1 erwähnten Formular zur Beschreibung der Anlage an;

3° Der Aufbereiter verfügt über eine Infrastruktur, durch die die gute Konservierung des Saatguts gewährleistet ist;

4° ein und dieselbe Anlage darf nicht gleichzeitig genutzt werden für die Zulassung als Aufbereiter und für die Zulassung als Händler-Aufbereiter von Saatgut der in Artikel 1 angeführten Pflanzenarten, die gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen für die Kontrolle und die Zertifizierung des landwirtschaftlichen Saatguts gewährt wurde.

Der Minister oder sein Stellvertreter ist befugt, unbeschadet der geltenden gesetzlichen Bestimmungen für die Kontrolle und die Zertifizierung des landwirtschaftlichen Saatgut eine Abweichung von dieser Regel zu gewähren, unter der Bedingung, dass die Rückverfolgbarkeit des aufbereiteten Saatguts und des zertifizierten Saatguts gewährleistet ist und kein Gemisch produziert wird;

5° der Aufbereiter entrichtet alle Gebühren, die ihm im Rahmen seiner Zulassung auferlegt werden;

6° jede Partie wird getrennt und leicht identifizierbar auf dem/den in Punkt 2° angeführten Lagerort(en) gelagert. Falls die angelieferte Partie nicht vollständig für die Aufbereitung bestimmt ist, trennt der Aufbereiter den aufzubereitenden Teil unmittelbar nach der Lieferung von dem restlichen Saatgut. Bis die Partie aufbereitet wird und um jeglichen Irrtum zu vermeiden, bringt der Aufbereiter neben jeder Partie ein gut sichtbares und klar erkennbares Schild an, auf dem wenigstens die Nummer der Partie sowie der Name des Erzeugers vermerkt ist.

Falls die Partie in ihrer Verpackung gelagert wird, wird das Schild durch ein Etikett ersetzt, das auf dieser Verpackung angebracht wird und die gleichen Informationen aufführt;

7° Sobald das Saatgut bei dem Aufbereiter angelangt ist, oder kurz vor dem Aufbereiten (falls dieses Saatgut auf dem Betriebsgelände durchgeführt wird), zeichnet der Aufbereiter das in Artikel 2 § 3 angeführte Begleitpapier ab und bestätigt somit dessen Empfang. Auf dem zweiten Teil dieses Dokuments gibt er folgende Informationen an:

- a) seinen Namen;
- b) das Gewicht der Partie, die dazu bestimmt ist, aufbereitet zu werden;

Unmittelbar nach dem Aufbereiten des Saatguts fügt der Aufbereiter folgende Angaben auf dem zweiten Teil des Dokuments hinzu:

- a) das Datum des Aufbereitens;
- b) das Gewicht des aufbereiteten Saatguts;
- c) gegebenenfalls die Durchführung einer chemischen Behandlung;

8° zum Zeitpunkt der Übernahme des aufbereiteten Saatguts füllt der Erzeuger oder sein Vertreter den dritten Teil des in Artikel 2 § 3 angeführten Begleitpapier aus. Zudem vermerkt er das Datum der Übernahme des Saatguts und unterzeichnet es. Eine Kopie dieses Dokuments wird dem Erzeuger oder seinem Vertreter ausgehändigt.

9° Der Aufbereiter führt ein Register des ihm angelieferten, aufbereiteten und wieder übergebenen Saatguts. Dieses Register besteht aus den registrierten Originalen der Begleitpapiere, die je nach der bestehenden Lage jeder der betreffenden Partien teilweise oder vollständig ausgefüllt sind. Der Aufbereiter bewahrt dieses Register während drei Jahren ab dem Datum der Übergabe des aufbereiteten Saatguts auf;

10° aus jeder Partie des aufbereiteten Saatguts entnimmt der Aufbereiter drei Proben von wenigstens 500 Gramm. Der Erzeuger oder sein Vertreter können bei der Probenahme zugegen sein.

Jede Probe wird durch ein selbstklebendes Etikett versiegelt, das von dem Aufbereiter unterzeichnet und von dem Erzeuger oder seinem Vertreter gegengezeichnet wird.

Dieses Etikett umfasst den Namen des Aufbereiters und die Anschrift seines Betriebssitzes, die Nummer der Partie, den Namen des Erzeugers sowie den Namen der von dem Erzeuger angegebenen Art und Sorte.

Zwei Proben, von denen eine zur Verfügung der Dienststelle gehalten wird, werden bei dem Aufbereiter aufbewahrt. Für jede Probe, die der Bedienstete der Dienststelle mitnimmt, stellt er dem Aufbereiter eine Empfangsbestätigung aus. Die dritte Probe wird dem Erzeuger oder seinem Stellvertreter bei der Übergabe des aufbereiteten Saatguts ausgehändigt. Die für die Dienststelle und den Aufbereiter bestimmten Proben werden in dem unter Punkt 1°, d) angeführten Raum oder Schrank aufbewahrt und zwar über einen Zeitraum von einem Jahr nach dem Abschluss des unter Punkt 9° erwähnten Registers, dass die Angaben über die Partie enthält, aus der diese Proben entnommen wurden;

11° Die Partien werden unmittelbar nachdem sie die Reinigungsanlage oder gegebenenfalls die Desinfizierungsanlage verlassen haben, verpackt, es sei denn, sie werden direkt auf das Fahrzeug geladen, das die Partie zu dem betreffenden Erzeuger transportieren wird. Es ist untersagt, nicht verpackte Partien nach dem Aufbereiten auf dem Boden zu lagern.

Jede aufbereitete Partie muss durch ein Etikett gekennzeichnet werden, das folgende Informationen umfasst:

a) der Name und die Anschrift des Betriebssitzes des Aufbereiters;

b) der Vermerk "Partie Nr. ... (Laufende Nummer der Partie), aufbereitet für ... (Name und Anschrift des Erzeugers)".

Im Fall aufbereiteter Partien, die unmittelbar unverpackt transportiert werden, wird das Etikett auf dem Fahrzeug angebracht, mit dem die Partie bei dem betreffenden Erzeuger geliefert wird;

12° es ist untersagt, auf dem unter 11° angeführten Etikett einen Vermerk, ein Zeichen oder eine Abkürzung anzubringen, dass sich auf eine Bezeichnung der Art bezieht;

13° der Aufbereiter gewährt dem Erzeuger oder seinem Stellvertreter während der Aufbereitung des Saatguts, dass er angeliefert hat, Zugang zu den Aufbereitungsstätten;

14° Es ist untersagt, Saatgut aus mehreren Partien zu mischen oder auszutauschen oder einer Partie bei der Anlieferung zwecks Aufbereitung, bei der Lagerung in den Anlagen des Aufbereiters, während der Aufbereitung, der Reinigung, der Desinfizierung, der Verpackung oder des Transports Saatgut hinzuzufügen;

15° Jedes Jahr vor dem 15. Mai übermittelt der Aufbereiter der Dienststelle eine schriftliche Erklärung, die für das vergangene Betriebsjahr pro Art, Sorte und Erzeuger folgende Angaben enthält:

a) Name, Anschrift und Erzeugernummer;

b) die Anzahl aufbereiteter Partien;

c) die Gesamtmenge des im Hinblick auf die Aufbereitung angelieferten Saatguts;

d) die Gesamtmenge des nach Aufbereitung ausgelieferten Saatguts;

Art. 5 - § 1 - Der Zulassungsantrag wird schriftlich bei der Dienststelle eingereicht. Die Dienststelle legt ein Muster für den Zulassungsantrag fest, der u.a. eine Beschreibung der Anlagen umfasst.

Die Zulassung wird dem verantwortlichen Betriebsinhaber durch den Minister oder seinen Stellvertreter innerhalb einer Frist gewährt, die 30 Tage nach Eingang des betreffenden Antrags nicht übersteigt. Sie betrifft eine gegebene Einrichtung und wird gewährt für eine einjährige Höchstdauer vom 1. Juli bis zum darauffolgenden 30. Juni. Die Zulassung ist persönlich und nicht übertragbar. Die Dienststelle erteilt jeder zugelassenen Einrichtung eine Zulassungsnummer. Eine Einrichtung, der eine Zulassung gewährt worden ist, darf Drittpersonen nicht zur Verfügung gestellt werden.

Mittels der Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und unbeschadet der Bestimmungen von § 3 kann eine unbestimmte Vielzahl von Zulassungen für jeweils höchstens ein Jahr gewährt werden. Der Antrag auf Verlängerung der Zulassung ist wenigstens einen Monat vor deren Ablauf schriftlich bei der Dienststelle einzureichen.

§ 2 - Die Liste der zugelassenen Aufbereiter wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* und auf den Internetseiten der GDL veröffentlicht.

§ 3. Falls die Dienststelle nach Anhörung des Betroffenen in einem Protokoll Verstöße gegen die in Artikel 4 angeführten Zulassungsbestimmungen festgestellt hat und unbeschadet eventueller Strafverfolgungen setzt der Minister oder dessen Stellvertreter die Zulassung für eine Dauer, die er auf der Grundlage der Schwere der festgestellten Verstöße bestimmt, aus. Er übermittelt dem Aufbereiter seinen Beschluss zur Aussetzung der Zulassung durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief, in dem er die Dauer der Aussetzung und ggf. die Art und Weise, auf die diese vorzeitig beendet werden kann, angibt.

Wird seine Zulassung ausgesetzt, so kann der Betroffene durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jegliches Mittel, das den Beweis der Übermittlung bietet, bei dem Minister innerhalb einer Frist, die 15 Arbeitstage nach dem Eingang des Schreibens über die Aussetzung der Zulassung nicht übersteigt, Einspruch erheben. Das Einreichen eines Einspruchs setzt den Beschluss zur Aussetzung der Zulassung nicht aus.

Nachdem er den Betroffenen gegebenenfalls angehört hat, verfügt der Minister über eine Frist von fünfzehn Arbeitstagen ab dem Eingang des Einspruchs, um ihm seinen endgültigen Beschluss mitzuteilen.

Der Beschluss zur Aussetzung sowie der ggf. gefasste Beschluss, diese vorzeitig zu beenden, werden im *Belgischen Staatsblatt* und auf den Internetseiten der GDL veröffentlicht.

Während der Dauer der Aussetzung der Zulassung kann diese nicht verlängert werden.

KAPITEL IV — *Kontrolle*

Art. 6 - Die Dienststelle ist mit der Kontrolle der Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beauftragt. Zu diesem Zweck ist sie befugt, die von der GDL in Ausführung der Verordnungsbestimmungen bezüglich der Identifizierung und Registrierung der Erzeuger (Sigec-Daten) registrierten Angaben und Informationen zu verwenden.

Die in den Artikeln 2 und 4 angeführten Register und Dokumente müssen den Bediensteten der Dienststelle, die mit der Kontrolle beauftragt sind, auf Anfrage vorgelegt werden.

Die Dienststelle kann die Kontrolle der Identität des Saatguts, das zur Aufbereitung bestimmt ist oder angeliefert wird des bei dem Erzeuger gelagerten Saatguts sowie des aufbereiteten, verpackten, transportierten und des für die Aussaat verwendeten Saatguts durchführen.

Unbeschadet eventueller Strafverfolgungen übermittelt der leitende Beamte der Dienststelle im Falle eines bei einem Erzeuger oder einem Aufbereiter festgestellten Verstoßes dem Betreffenden schriftlich eine Aufforderung zur Bereinigung der Sachlage, wobei er die zu treffenden Maßnahmen sowie die Frist, um die Auflagen zu erfüllen, angibt. Bei Missachtung dieser Aufforderung zur Bereinigung der Sachlage oder bei einem wiederholten Vergehen rechnet die Dienststelle dem schuldigen Erzeuger oder Aufbereiter die Kosten der zusätzlichen Kontrollen an, die durch die Missachtung der Aufforderung zur Bereinigung der Sachlage entstanden sind und zwar auf der Grundlage einer Pauschale von 25,00 EUR pro angefangene halbe Stunde einer Kontrolle vor Ort.

Art. 7 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden ermittelt, festgestellt, verfolgt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Juli 1969 über die Pestizide und die Rohstoffe für die Landwirtschaft, den Gartenbau, die Forstwirtschaft und die Viehzucht.

Die in Artikel 13 des genannten Gesetzes vorgesehene Frist für die provisorische Pfändung wird auf 30 Tage festgelegt.

Ebenfalls anwendbar sind die in Artikel 10 des genannten Gesetzes angeführten Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 7. Mai 2001 über die Verwaltungsstrafen. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses handelt es sich bei dem bezeichneten zuständigen Beamten um den Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei Verhinderung um seinen Stellvertreter.

KAPITEL V — *Abschließende Bestimmungen*

Art. 8 - Der Königliche Erlass vom 12. Juni 1997 bezüglich der Aufbereitung von bestimmtem landwirtschaftlichen Saatgut, das für die Einsaat bestimmt ist, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 9. Juli 1999, wird aufgehoben.

Art. 9 - Die in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 12. Juni 1997 bezüglich der Aufbereitung von bestimmtem landwirtschaftlichen Saatgut, das für die Einsaat bestimmt ist, bleiben bis an ihrem Ablaufdatum gültig, unter der Bedingung, dass die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses beachtet werden.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2842

[2006/202399]

1 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het sorteren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1998 en 5 februari 1999, en op artikel 13;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1997 betreffende het triëren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1999;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2100/94 van de Raad van 27 juli 1994 inzake het communautaire kwekersrecht, inzonderheid op artikel 14, dat betrekking heeft op de afwijking van het communautaire kwekersrecht, en onverminderd de informatieverplichtingen waaraan de bij die afwijking betrokken personen onderworpen zijn;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 16 januari 2006 waarvan het verslag werd goedgekeurd op 6 februari 2006;

Gelet op advies nr. 40.094/4 van de Raad van State, gegeven op 5 april 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen door de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° zaad : zaad van de soorten van de volgende landbouwgewassen :

a) groenvoedergewassen :

Cicer arietinum L. — Grauwe erwt;

Lupinus luteus L. — Gele lupine;

Medicago sativa L. — Luzerne;
Pisum sativum L. (partim) — Voedererwt;
Trifolium alexandrinum L. — Alexandrijnse klaver;
Trifolium resupinatum L. — Perzische klaver;
Vicia faba — Paardenboon;
Vicia sativa L. — Voederwikke.

b) granen :

Avena sativa L. — Haver;
Hordeum vulgare L. — Gerst;
Secale cereale L. — Rogge;
X Triticosecale Wittm. — Triticale;
Triticum aestivum L. emend. Fiori et Paol. — Tarwe;
Triticum durum Desf. — Harde tarwe;
Triticum spelta L. — Spelt;

c) Oliehoudende planten en vezelgewassen :

Brassica napus L. (partim) — Koolzaad;
Brassica napus L. (partim) — Raapzaad;
Linum usitatissimum — Oliehoudend vlas, met uitzondering van vezelvlas;

2° sorteren tegen loon : het voor rekening van een producent uitvoeren van de reiniging, het sorteren en de eventuele ontsmetting van zaden die afkomstig zijn van het eigen bedrijf van die producent en bestemd om daar te worden ingezaaid;

3° loonsorteerder : de persoon die tegen loon sorteert;

4° sorteren tegen loon : de handeling van het sorteren tegen loon;

5° partij : elke hoeveelheid zaden van eenzelfde soort en van eenzelfde ras die op een bepaald ogenblik voor loonsortering wordt aangeboden door een producent;

6° producent : de uitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of van rechtspersonen of van beide die op autonome wijze, voor eigen profijt en rekening, een landbouwbedrijf beheert;

7° bedrijf : het geheel van de door de producent autonoom beheerde en uitgebate productie-eenheden;

8° productie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de opslaginfrastructuur, gekweekte dieren en gronden die voor de producent nodig zijn om een landbouwactiviteit uit te oefenen;

9° producentnummer : nummer toegekend bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 in het kader van een verplicht identificatiesysteem van elke producent;

10° Dienst : de Directie Productkwaliteit van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

11° DGA : het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

12° Minister : de Minister die de Landbouw onder zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de producent*

Art 2. § 1. De loonsortering mag alleen door een erkend sorteerder uitgevoerd worden.

§ 2. Om één of meerdere zaadpartijen uit zijn oogst te laten sorteren, moet de producent op zijn bedrijf beschikken over procedures voor de registratie van de volgende gegevens voor elke partij :

1° de betrokken soort :

2° het ras;

3° de aankoopfactuur van het gecertificeerd zaad waarvan gebruik werd gemaakt voor de voortbrenging van zaad bestemd voor het sorteren;

4° de geschatte bruto hoeveelheid aangeboden met het oog op loonsortering;

5° de leveringsdatum; in geval van loonsortering op het bedrijf gaat het om de sorteringsdatum;

6° de naam van de loonsorteerder belast met de sortering.

§ 3. Elke partij die door de producent aangeboden wordt voor loonsortering, moet vergezeld zijn van een begeleidend document waarvan het model vastgesteld is door de Dienst en dat een door laatstgenoemde uniek voorgedrukt nummer draagt. De Dienst stelt bovenbedoelde documenten ter inzage bij de erkende loonsorteerders.

Het eerste luik van het begeleidende document wordt aangevuld door de producent en bevat minstens de volgende gegevens : de soort, het betrokken ras, het geschatte gewicht van het geleverde zaad, waarvan het geschatte gewicht van zaad bestemd voor loonsortering, de in § 2, 5°, bedoelde leveringsdatum, de naam en handtekening van de producent.

Het aldus ingevulde begeleidende document wordt overhandigd aan de loonsorteerder bij de levering in geval van sortering bij de sorteerder of bij het aanbieden van bruto partijen in geval van loonsortering op het bedrijf. De producent bewaart een kopie van het document, gevisieerd ter ontvangst door de loonsorteerder.

§ 4. De hoeveelheid van de tegen loon gesorteerde zaden moet in verhouding staan tot het geteelde areaal van het betrokken ras op het eigen bedrijf van de producent.

§ 5. Na het afhalen van de gesorteerde zaden bewaart de producent tijdens een periode van drie jaar de kopie van het document dat de partij begeleidt, ingevuld volgens de bepalingen van artikel 4, 8°.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen van de loonsorteerder*

Art. 3. Niemand mag zaad tegen loon sorteren zonder daartoe erkend te zijn door de Minister of de hoofdambtenaar van de Dienst, hierna "de afgevaardigde" genoemd.

De terbeschikkingstelling van een mobiele sorteerinstallatie voor zaad buiten de installaties van de loonsorteerder is onderworpen aan de bepalingen van dit besluit, ongeacht de omstandigheden van terbeschikkingstelling van die installatie.

Art. 4. Om erkend te zijn en te blijven, moet de loonsorteerder de volgende voorschriften in acht nemen :

1° hij beschikt over een aangepaste installatie die een samenhangend geheel vormt en die ten minste bestaat uit :

- a) een doeltreffend reinigings- en sorteertoestel;
- b) een weegtoestel;
- c) een ontsmettingstoestel wanneer een chemische behandeling van de zaden voorziet wordt;
- d) een lokaal of een kast dat uitsluitend bestemd is voor de goede bewaring van de monsters;

2° de loonsorteerder beschikt over een plaats waar nog te sorteren partijen afzonderlijk worden opgeslagen en op zodanige wijze dat hun identificatie vrij gemakkelijk is. Elke opslagplaats staat duidelijk vermeld door de sorteerder op het beschrijvingsformulier van de in artikel 5, § 1, bedoelde installatie;

3° de sorteerder beschikt over een infrastructuur voor de goede bewaring van de zaden;

4° eenzelfde installatie mag niet tegelijk worden gebruikt voor de erkenning als loonsorteerder en voor de erkenning als handelaar-bereider van zaaizaden van de in artikel 1 bedoelde soorten, die wordt verleend overeenkomstig de vigerende bepalingen voor de keuring en de certificering van zaaizaad van landbouwgewassen. Een afwijking van die regel kan worden verleend door de Minister of zijn afgevaardigde onverminderd de vigerende wettelijke bepalingen voor de keuring en de certificering van zaaizaad, voor zover de traceerbaarheid van sorteergroten en gecertificeerde zaden alsook het gebrek aan mengsels worden gewaarborgd;

5° de loonsorteerder vervult alle verplichtingen inzake betaling die hem opgelegd zijn in het kader van de erkenning;

6° elke partij wordt afzonderlijk en op identificeerbare wijze opgeslagen op de in punt 2° bedoelde opslagplaats(en). Indien het geheel van de geleverde partij niet bestemd is voor loonsortering, markeert de sorteerder het voor sortering bestemde geheel onmiddellijk na ontvangst. In afwachting van de loonsortering wordt bij elke partij en zodanig dat elke verwarring is uitgesloten, door de loonsorteerder een duidelijk zichtbaar bordje geplaatst waarop op goed leesbare wijze ten minste het partij- en het producentnummer staan vermeld.

Als de partij verpakt is, wordt het bordje vervangen door een etiket waarop dezelfde vermeldingen staan vermeld;

7° vanaf de ontvangst van de zaden bij de sorteerder of vlak vóór de loonsortering op het bedrijf, viseert de sorteerder het in artikel 2, § 3, bedoelde begeleidende document ter ontvangst en vermeldt de volgende gegevens op het tweede luik van het document :

- a) zijn naam;
- b) het gewicht van de partij die wordt aangeboden met het oog op loonsortering.

Onmiddellijk na de loonsortering van de zaden, vult de sorteerder de volgende informatie in op het tweede luik van het document :

- a) de sorteringsdatum;
- b) het gewicht van de tegen loon gesorteerde zaden;
- c) in voorkomend geval, de uitvoering van een chemische behandeling;

8° bij het afhalen van de tegen loon gesorteerde zaden, vult de producent of zijn afgevaardigde het derde luik in van het in artikel 2, § 3, bedoelde begeleidende document, met vermelding van de afhalingdatum en zet z'n handtekening. Een kopie van het document wordt overhandigd aan de producent of aan zijn vertegenwoordiger.

9° een register van de aangeboden, verpakte en teruggegeven zaden wordt bijgehouden door de loonsorteerder. Dat register wordt opgemaakt door de indeling van de originelen van de begeleidende documenten, gedeeltelijk of geheel ingevuld volgens de lopende situatie van elke betrokken partij. Het register wordt bewaard door de loonsorteerder tijdens een periode van drie jaar vanaf de datum waarop de gesorteerde zaden worden teruggegeven;

10° op elke partij tegen loon gesorteerde zaden neemt de loonsorteerder drie monsters van minstens 500 gram. De producent of zijn vertegenwoordiger kan de monsterneming bijwonen.

Elk monster wordt verzegeld met een zelfklevend etiket, ondertekend door de loonsorteerder en mede-ondertekend door de producer of zijn vertegenwoordiger.

Dat etiket vermeldt de naam en het adres van de bedrijfszetel van de loonsorteerder, het partijnummer, de producentnaam, de naam van de door de producent aangegeven soort en ras.

Twee monsters waarvan één wordt gehouden ter beschikking van de Dienst worden bewaard bij de loonsorteerder. Elk door de ambtenaar van de Dienst afgehaald monster maakt het voorwerp uit van een ontvangstbewijs dat aan de sorteerder wordt overhandigd. Het derde monster wordt overhandigd aan de producent of aan zijn vertegenwoordiger bij de teruggave van de gesorteerde zaden. De voor de Dienst en de loonsorteerder bestemde monsters worden bewaard in het lokaal of de kast bedoeld in punt 1°, d) tijdens een periode van één jaar na het afsluiten van het in punt 9° bedoelde register bevattend de gegevens betreffende de partij waarvan ze afkomstig zijn.

11° de partijen worden onmiddellijk bij het verlaten van het reinigings- of eventueel het ontsmettingstoestel in zakken verpakt, behalve als ze onmiddellijk geladen worden in het voertuig bestemd voor het vervoer van de partij naar de betrokken producent. Het is verboden niet-verpakte partijen op de grond op te slaan na de sortering.

Elke partij moet worden geïdentificeerd d.m.v. een etiket waarop de volgende gegevens staan vermeld :

- a) de naam en het adres van de bedrijfszetel van de loonsorteerder;
- b) de vermelding "Partijnr. ... (volnummer van de partij) gesorteerd tegen loon voor rekening van ...; (naam en voornaam producent)";

In geval van onmiddellijk gesorteerde partijen die zonder verpakking worden weggebracht, wordt het etiket aangebracht op het voertuig bestemd voor het vervoer van de partij naar de betrokken producent.

12° het is verboden enige vermelding, teken of afkorting in verband met een rasbenaming aan te brengen op het in punt 11 bedoelde etiket;

13° de loonsorteerder geeft toegang tot de sorteringsplaatsen aan de producent of zijn vertegenwoordiger tijdens de loonsortering van de aangeboden zaden;

14° het is verboden bij het aanbieden met het oog op de loonsortering, gedurende het opslaan, het sorteren, het reinigen, het ontsmetten, het verpakken en het vervoeren, zaden van verschillende partijen te mengen of om te wisselen of er zaden aan toe te voegen;

15° de loonsorteerder moet elk jaar vóór 15 mei bij de Dienst een schriftelijke aangifte doen waarin de volgende gegevens van het vorige werkjaar per soort, per ras en per producent zijn vermeld :

- a) de naam, het adres en het producentnummer;
- b) het aantal tegen loon gesorteerde partijen;
- c) de totale hoeveelheid aangeboden zaden met het oog op de loonsortering;

d) de totale hoeveelheid zaden die na het sorteren tegen loon werd teruggegeven.

Art. 5. § 1. De aanvraag tot erkenning wordt schriftelijk ingediend bij de Dienst. Een model van erkenningsaanvraag, met o.a. een beschrijvingsformulier, voor de installatie wordt opgemaakt door de Dienst.

De erkenning wordt binnen een maximumtermijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag door de Minister of door zijn afgevaardigde verleend aan de verantwoordelijke exploitant van het bedrijf voor een welbepaalde installatie en voor een periode van maximum één jaar, die ingaat op 1 juli en afloopt op 30 juni daaropvolgend. De erkenning is persoonlijk en niet overdraagbaar. De Dienst verleent een erkenningsnummer aan elke erkende installatie. Elke installatie die het voorwerp uitmaakt van een erkenning mag niet ter beschikking van derden worden gesteld.

Mits de bepalingen van dit besluit worden nageleefd en onverminderd de bepalingen van § 3, kan de erkenning worden verlengd voor een onbepaalde duur per maximale periode van één jaar. De verlengingsaanvraag wordt minstens één maand vóór de vervaldatum bij de Dienst ingediend.

§ 2. De lijst van de erkende loonsorteerders wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het DGA bekendgemaakt.

§ 3. Onverminderd eventuele strafvervolgingen, in geval van niet-naleving van de in artikel 4 bedoelde erkenningsvoorwaarden, vastgesteld door de Dienst in een proces-verbaal na de betrokkene te hebben gehoord, schorst de Minister of zijn afgevaardigde de erkenning voor een duur die hij bepaalt volgens de ernst van de vastgestelde tekortkomingen. Hij deelt de loonsorteerder zijn beslissing tot schorsing van de erkenning mee bij ter post aangetekende brief met vermelding van de schorsingsduur en in voorkomend geval de manier waarop genoemde beslissing eerder kan worden ingetrokken.

Wanneer zijn erkenning geschorst is, kan betrokkene bij ter post aangetekende brief of door elk ander middel waarbij de zending wordt bewezen een beroep bij de Minister indienen binnen hoogstens 15 werkdagen na ontvangst van de schorsingsbrief en met vermelding van zijn bezwaren. De beslissing tot schorsing van de erkenning wordt niet geschorst door het instellen van een beroep.

In voorkomend geval na betrokkene te hebben gehoord beschikt de Minister over vijftien werkdagen na ontvangst van de beroepsbrief om hem schriftelijk in kennis te stellen van zijn definitieve beslissing.

De beslissing tot schorsing, alsmede de eventuele beslissing om een vervroegd einde te stellen aan de schorsing, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het DGA.

Tijdens de schorsingsperiode mag de erkenning niet meer verlengd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 6. De Minister is belast met de controle op de naleving van de bepalingen van dit besluit. Daartoe kan hij gebruik maken van de door het DGA geregistreerde gegevens en informatie ter uitvoering van de reglementaire bepalingen betreffende de identificering en de registratie van de producenten (Sigec-gegevens).

De in artikelen 2 en 4 bedoelde registers en documenten worden op verzoek voorgelegd aan de ambtenaren van de Dienst belast met de controle.

De Dienst kan overgaan tot de controle op de identiteit van het zaad bestemd of aangeboden voor loonsortering, van het zaad dat bij de producent is opgeslagen, gesorteerd, verpakt, vervoerd alsook van het zaad bestemd voor het zaaien.

Onverminderd eventuele strafvervolgingen, in geval van tekortkoming vastgesteld bij een producent of een loonsorteerder, stelt de hoofdamtenaar van de Dienst de betrokkene schriftelijk in kennis van een aanvraag tot verbeteringsactie die de te treffen maatregelen vaststelt, alsook de termijn om orde op zaken te stellen. In geval van niet-naleving van genoemde aanvraag tot verbeteringsactie of van recidive zal de Dienst de kosten van de bijkomende controles voortvloeiend uit de vaststelling van de niet-naleving van de aanvraag tot verbeteringsactie ten laste leggen van de producent of van de loonsorteerder op grond van een forfaitair tarief van 25,00 EUR per begonnen halfuur van controle ter plaatse.

Art. 7. De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt.

De termijn van de voorlopige inbeslagname bedoeld in artikel 13 van bovenvermelde wet is vastgelegd op dertig dagen.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 7 mei 2001 betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 10 van genoemde wet, zijn van toepassing. Voor de toepassing van dit besluit is de aangewezen bevoegde ambtenaar de directeur-generaal van het DGA en, bij verhindering, zijn plaatsvervanger.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Het koninklijk besluit van 12 juni 1997 betreffende het triëren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 juli 1999, wordt opgeheven.

Art. 9. De erkenningen afgeleverd ter uitvoering van het koninklijk besluit van 12 juni 1997 betreffende het triëren tegen loon van zaden van bepaalde soorten van landbouwgewassen bestemd om te worden ingezaaid, blijven gelden tot hun vervaldatum, mits de bepalingen van dit besluit in acht worden genomen.

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN